



Université d'été

Du singulier au pluriel

À l'école du bien commun

DYNAMIQUE

Réinventer l'eau chaude en permanence

DIALOGUE INTERRELIGIEUX

Le choc des ignorances...

L'école, lieu d'apprentissage de la culture du débat

Des balises pour réussir

PROJET

Prévenir le harcèlement pour un meilleur vivre ensemble

PRATIQUES

Et vous ?

OUTIL

«Je», «Tu», «Nous» : amorcer le dialogue à partir des affiches de pastorale scolaire

L'école ne peut pas tout. C'est évident. Dans une période troublée, et face aux nombreux défis qui se présentent à elle, l'école ne peut pas, à elle seule, construire une société où il fait mieux vivre, mais elle peut y contribuer grandement !

Lieu de transmission, l'institution scolaire peut être un lieu d'apprentissage du dialogue. Comme l'expliquait si bien le père dominicain **Ignace BERTEN** lors de la douzième Université d'été de l'Enseignement catholique, la culture du dialogue s'apprend. Elle se pratique et s'entretient. Qu'il soit interreligieux ou interculturel, le dialogue peut nous en dire plus sur les autres, mais également sur nous-mêmes ! À ce propos, **Radouane ATTIYA**, assistant à l'ULG et professeur de religion islamique, évoque un choc des ignorances : chrétiens ou musulmans, bien souvent nous ne connaissons plus nos propres racines. R. ATTIYA invite à un dépassement et encourage ce qu'il appelle le dialogue des ignorances.

Et pour que ce dialogue puisse être une réalité à l'école, le philosophe **Michel DUPUIS** mise d'abord sur la diversité au sein des équipes pédagogiques. « Dans le domaine médical, explique-t-il, on a besoin d'une équipe pluridisciplinaire. C'est profondément vrai à l'école aussi ! » ■

Réinventer l'eau chaude en permanence

Interview et texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

L'école a pour vocation d'être un lieu de dialogue.

Pour **Michel DUPUIS**, philosophe et professeur d'éthique biomédicale à l'UCL, la diversité au sein des équipes pédagogiques peut être un facteur de succès.

Vous parlez d'une véritable surenchère de la diversité, et vous dites vous méfier des slogans qui encouragent la différence à tout prix...

Michel DUPUIS : Quand je fais le procès d'une forme de diversité, j'espère que je me fais bien comprendre. Je ne suis pas l'avocat du monobloc ou de l'immobilisme. Mais la diversité, ça peut être une forme de chaos, de fragmentation extrême. Pour moi, un changement d'esprit, d'attitude, d'engagement ou de conviction politique est humain quand il respecte une forme de temporalité. Je me demande si certains milieux n'ont pas intérêt à encourager la diversité. Après tout, c'est peut-être simplement une manière d'augmenter les marchés ! Or, il y a des marchés idéologiques comme il y a des marchés commerciaux. Selon moi, la diversité n'est donc pas bonne en elle-même, pas plus d'ailleurs que l'uniformité.

Est-ce à rapprocher de la notion de « consensus mou » ?

MD : On pourrait dire que je suis tout autant opposé à un « consensus mou » – qui fait qu'on est d'accord sans trop savoir sur quoi, dans une forme de fusion un peu régressive – qu'à une espèce de « diversité dure » où, au fond, il faudrait toujours être différent, y compris d'avec soi-même. Ça donne lieu à des pathologies très particulières. Je crois que ce qui est humain, ce qui est bon dans ce sens-là, c'est une dialectique entre ces deux polarités. Il y a une forme de permanence, de stabilité, et une forme d'évaluation, de changement. Et le processus d'identification d'une personne, d'une classe, d'un groupe social ou de l'humanité, c'est une histoire à la fois de permanence et de changement. Mais soyons clair : le risque principal, pour nos sociétés, n'est pas du côté de la diversité. Il est du côté d'une prise de pouvoir, d'une domination par une forme d'intolérance à la différence. Il ne faudrait pas se tromper de lutte !

Vous dites que l'école se trouve au cœur de la question de la diversité. La subit-elle, ou peut-elle s'en servir positivement ?

MD : L'école n'a pas plus de prise, au départ, sur ce phénomène que sur la pluie et le beau temps. Elle reçoit de plein fouet les évolutions de la société. Sa mission consiste à produire de l'éducation, de la connaissance, avec tous ces facteurs impondérables, mais elle doit surtout apprendre à construire une diversité humaine, à reconnaître les choses qui nous unissent et celles qui nous distinguent ou nous séparent, et en faire des lieux de dialogue.

Une de ses missions, c'est l'apprentissage du sens commun, mais elle doit aussi veiller à développer la personnalité de chacun. Est-ce compatible ?

MD : La nature n'est pas si mal faite. Des choses qui nous paraissent opposées, sinon contradictoires, sont probablement des phases, des moments, des saisons, autant que l'hiver et le printemps. L'idée serait d'assurer à la fois une forme de continuité et une capacité de changement. L'expérience nous rappelle qu'associer l'eau et le feu donne de l'eau chaude. Si nous avons cette prétention de former des humains, nous devons tenir compte de cette double dimension.

Si je vous comprends bien, l'école doit (ré)inventer l'eau chaude ?

MD : Je pense qu'effectivement, il s'agit en permanence de réinventer l'eau chaude, avec des éléments qui paraissent contradictoires. La pédagogie reste une science de l'humain. Comme la médecine, elle est amenée à prendre en compte différentes dimensions, et surtout, à identifier les moments critiques où la personne en devenir a plutôt besoin de permanence ou de changement.





De quels outils dispose-t-elle pour y parvenir ?

MD : Un outil majeur, largement sous-estimé peut-être parce qu'un peu nouveau dans l'univers scolaire, c'est la diversité même d'une équipe pédagogique. Vous connaissez ce proverbe africain : « *Il faut tout un village pour éduquer un enfant* ». Dans le domaine médical, pour des soins de santé un peu sophistiqués, on a bien besoin d'une équipe pluridisciplinaire. Ce qui va faire la qualité du traitement, c'est la qualité du travail partagé. Je crois que c'est profondément vrai à l'école aussi.

Au-delà de la compétence disciplinaire des différents acteurs et de leurs capacités déontologiques, j'encourage vivement les responsables d'équipes pédagogiques à miser davantage sur le travail collectif, la capacité de dialogue, la capacité pluridisciplinaire. J'ai vécu une expérience très concrète dans un établissement secondaire, où la direction avait pris conscience d'un fossé entre deux générations d'enseignants entraînant une réelle perte d'énergie, et où nous avons travaillé cette question avec la communauté pédagogique. Il est important que les directions soient attentives à ce type de phénomène. Il ne s'agit pas de juger ou de se plaindre, mais de prendre acte – c'est ce que j'appelle le cadastre – et de voir ce qu'on peut faire, en sachant aussi qu'il y a des éléments sur lesquels on n'a pas prise.

Vous évoquez le danger d'une non-reconnaissance des différences...

MD : La diversité est vraiment une chance, mais si elle n'est pas bien identifiée, reconnue, entretenue, elle devient un danger, voire une pathologie. Combien d'équipes pédagogiques sont malades de leur diversité ? Je ne dis pas aux profs qu'ils doivent être exceptionnels, je leur dis : quand vous travaillez véritablement en équipe, non seulement ça fait partie de vos missions, mais c'est comme ça que vous pourrez apprendre la pédagogie du dialogue interculturel à vos élèves ! La rencontre, le respect de l'autre, ça ne se fait pas par des discours, ça se montre ! C'est une question d'exemplarité (même si cette notion sent un peu la naphthaline).

Va-t-on obtenir des subventions complémentaires pour réaliser tout ça ? Probablement pas, malheureusement, les ressources étant ce qu'elles sont, même si les responsables, à quelque niveau de décision qu'ils soient, auraient tout intérêt à se préoccuper davantage de la qualité du travail, du bien-être, des pathologies professionnelles et de l'organisation de l'entreprise. Une « bonne gestion de la diversité » et une « gestion de la bonne diversité » participent à cette qualité du travail. À mon sens, nous sommes sinon condamnés, du moins voués à aller dans cette direction-là. ■

Le choc des ignorances...

Interview et texte : Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Trop souvent, on ne connaît pas sa propre religion ou sa propre culture.

Pour **Radouane ATTIYA**, professeur de religion islamique et assistant au département des Sciences de l'Antiquité/langues arabes et études islamiques à l'ULG, c'est en entamant le dialogue que l'on peut découvrir l'autre et se découvrir soi-même¹.

À l'heure actuelle, dès qu'on parle de « vivre ensemble », très vite, on évoque les attentats de Daesh. Ne peut-on pas avoir l'impression qu'on a attendu ces événements tragiques pour que le vivre ensemble devienne une question cruciale ?

Radouane ATTIYA : Nous avons en toile de fond la vraie question, l'islam, dans une de ses déclinaisons qui pose problème à travers le monde, et plus particulièrement dans l'espace européen. Le vivre ensemble est un fait aujourd'hui. Nous vivons ensemble. La question à se poser devrait être : « *Comment devrions-nous vivre ensemble ?* » Nous cohabitons dans certaines régions d'Europe et du monde, mais les modèles intégrationnistes, assimilationnistes ou multiculturalistes ont leurs limites. La vraie question aujourd'hui est : quelle est la place de l'islam, de manière générale dans l'espace européen ? Or, j'ai l'impression qu'on élude cette question pour poser celle du vivre ensemble.

C'est le cas aujourd'hui dans le cadre des cours philosophiques, à travers des décrets, pour essayer d'arriver à des accommodements. Cette dernière décennie, les débats sur le port du voile ont accru la visibilité d'une religion qui, aujourd'hui, s'affirme. Or, dans des sociétés sécularisées, laïques, la place du religieux est censée se faire beaucoup plus timide. Mais les religieux des différentes confessions, des différentes obédiences ne l'entendent pas de cette oreille et voudraient plutôt exprimer leur foi dans une liberté cadrée, bien sûr, par la loi. Ce sont des sujets complexes, et nous sommes rattrapés par une conjoncture internationale, avec des agendas politiques différents, ce qui rend le débat encore plus compliqué.

Qui dit vivre ensemble positif dit aussi nécessité d'un réel dialogue. Vous avez évoqué une série d'éléments indispensables à cela : l'authenticité, la spontanéité, le courage de la différence et l'affirmation de soi...

RA : Le dialogue interreligieux doit essentiellement se faire aujourd'hui, me semble-t-il, sur des bases culturelles. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas eu de vrai débat de cet ordre-là. On peut aussi évoquer un autre dialogue, qui se situerait également dans le registre culturel et doctrinal. Dans le cadre des cours philosophiques, les professeurs de religion islamique ou les personnes qui interviennent dans les associations culturelles sont souvent convoqués pour clarifier certains points qui sont étroitement liés aux rites ou à la doctrine. Avoir le courage de la différence implique un dialogue authentique et attentif au projet de vie de chacun, de sa ou ses culture(s). Nous sommes face à des générations parfois tiraillées, mais surtout riches de plusieurs cultures. Il y a un partage, aujourd'hui, au sein de cette société. Elle est multiculturelle et doit s'accepter comme telle, et cela n'exclut pas une certaine affirmation de soi.

Une des difficultés évoquées à propos du dialogue, c'est la méconnaissance que les uns et les autres ont souvent de leur propre religion, mais aussi de leur propre culture, et finalement, d'eux-mêmes...

RA : L'échange permet la découverte de l'autre, mais aussi de soi. J'apprends à me connaître en connaissant l'autre. J'aime beaucoup la formule « choc des ignorances ». Il doit laisser place à un dialogue des ignorances. Personne n'a la science infuse. Mieux connaître l'islam ou la culture chrétienne est un vaste chantier. Laissons-nous tenter par cette rencontre...

Mais cette rencontre est parfois très difficile, quand l'une des parties s'enferme dans ses certitudes...

RA : Cette question renvoie à l'autorité de la figure religieuse. Qu'il s'agisse d'un théologien, d'un imam, d'un prédicateur ou de l'autorité du texte, lorsque vous êtes, par exemple, face à des élèves qui convoquent une norme, textuelle ou discursive, il est difficile de rivaliser ou de contrecarrer cette norme et cette lecture binaire qui distingue ce qui est interdit de ce qui ne l'est pas. Lorsque vous essayez tant bien que mal de décortiquer, de déconstruire et d'apporter d'autres éléments de réponse, d'autres lectures possibles, on voit qu'un clivage s'opère, et cela nécessite beaucoup de pédagogie, de courage et d'optimisme !

Vous parlez aussi de la « blessure narcissique » du monde arabo-musulman, qui se traduit encore aujourd'hui dans de récents manuels scolaires...

RA : Cette « blessure narcissique » est un concept que j'emprunte à un auteur chrétien arabe qui nous a quittés cette année, Georges TARABICHI, qui a été l'un des premiers à traduire Freud en langue arabe. Il avait aussi la particularité de bien connaître l'héritage musulman. Il situait cette blessure narcissique à partir de l'expédition napoléonienne, en passant par les colonisations et la création de l'État d'Israël. On pourrait ajouter le 11 septembre et tous les attentats que nous connaissons aujourd'hui. L'exemple du manuel scolaire publié en 2015 en dit long sur les messages de haine explicites qui continuent à être véhiculés, et les États arabo-musulmans ont encore beaucoup à faire à ce niveau-là.

Mais il y a aussi des éléments positifs. Le Maroc a récemment opéré un glissement dans la dénomination du cours de religion islamique, qui s'intitule aujourd'hui « éducation religieuse », avec pour visée une ouverture sur la diversité confessionnelle. C'est un pas énorme ! On constate la même chose en Tunisie. L'Égypte est également consciente de la nécessité d'un changement. Et dans certains pays de la péninsule arabique, des cours d'éducation à la citoyenneté voient le jour. Mais face à la pléthore de manuels religieux qui continuent à nourrir et à structurer les mentalités, le travail est loin d'être terminé ! ■

.....
I. Il participait, avec Ignace BERTEN et Louis-Léon CHRISTIANS, à une table ronde intitulée : « *Le dialogue interreligieux et interconvictionnel à l'école* ». Lire les pages qui suivent.



Photo : François TEFNIN

L'école, lieu d'apprentissage de la culture du débat

Edith DEVEL

À l'image de la société, l'école devient de plus en plus multireligieuse, multiconvictionnelle, tant à travers ses élèves qu'à travers ses équipes éducatives.

Pour le **Père Ignace BERTEN**, l'école a un rôle fondamental à jouer dans l'apprentissage de la culture du débat, du dialogue, car c'est un processus qui n'est pas forcément spontané. Pour ce dominicain, un vrai dialogue suppose la capacité de s'exprimer soi-même, de pouvoir dire d'où l'on vient et ce que l'on est, ce en quoi on croit. Autant d'expressions qui ne vont plus de soi. Cependant, cela peut s'apprendre, notamment à l'école. Mais pas uniquement. L'expression des convictions peut aussi se travailler dans les associations de jeunesse, les centres culturels...

Il importe également de pouvoir nouer un dialogue entre les professeurs ou élèves qui ne sont pas religieux : « [...] *il faut susciter à la fois le dialogue entre chrétiens et musulmans, mais aussi faire de la place à cette expression agnostique et éventuellement athée, dans le respect de ceux qui ne croient pas.* » En acceptant la diversité de la société, nous parviendrons plus facilement à voir cette dernière comme étant traversée par les valeurs partagées.

Réinvestir la culture chrétienne

Selon I. BERTEN, aujourd'hui, beaucoup de jeunes n'ont plus les instruments pour comprendre la culture chrétienne, alors que notre société européenne en est fortement empreinte. Il estime que le cours de religion, loin d'être une catéchèse, a une triple responsabilité : d'information, de connaissance et relationnelle (dans la recherche de mise en dialogue). Pour lui, « [...] *il est important de révaloriser la Bible comme monument culturel de notre histoire [...] Il est important de resituer la Bible dans cette tradition culturelle, et pas seulement comme élément-source de la foi.* » ■

Des balises pour réussir

Brigitte GERARD

Quelle place le droit
laisse-t-il aux religions et
au dialogue interreligieux
à l'école et dans la société ?

Morceaux choisis
de l'intervention de
Louis-Léon CHRISTIANS,
professeur des droits de
religions à l'UCL¹.



Photo : François TEFNIN

La place du religieux et des religions en Belgique

« La place des religions a été d'emblée reconnue dans la Constitution belge, mais les constituants n'ont pas énoncé de principe, tel que la laïcité en France, par exemple. L'Europe est faite d'une diversité de modèles, ce qui fait sa richesse. Le seul point commun est de dire que la démocratie n'est pas compatible avec la théocratie. L'avantage du modèle belge, c'est qu'il a pu évoluer avec le temps et intégrer le protestantisme, le judaïsme, l'islam, l'orthodoxie et le bouddhisme. On a réussi à faire fructifier ce modèle belge pluraliste. Certains diront d'ailleurs aujourd'hui qu'il est impossible de continuer à le faire fructifier, parce que la diversité sociale devient trop importante. »

Le dialogue interreligieux dans le droit

« Depuis 2008, il y a une sorte de mode, aussi bien des pouvoirs publics nationaux qu'au niveau du Conseil de l'Europe, pour susciter des dialogues. En même temps, on voit apparaître de façon juridique les premiers contentieux de ce genre d'initiatives. Il y a donc intérêt à donner des règles pour que ces mécanismes se déploient avec justice, justesse et efficacité. Je vois deux intérêts à une intervention du droit. D'abord, un intérêt symbolique. Cela crée une sorte de potentiel enthousiasme un peu indéfini. La deuxième fonction majeure du droit, c'est la sanction, la mise en efficacité. Mais peut-on vivre le dialogue dans un cadre qui est celui du jeu de la sanction ? Ce n'est sans doute pas le lieu idéal. Il faut un cadrage de justice, mais le droit ne doit pas être le cœur du processus du dialogue. »

Et à l'école ?

« Différents décrets, dont le Pacte scolaire, ont fixé des règles, mais encore faut-il vérifier si elles sont mises en œuvre et comment elles sont contrôlées dans leur application. La façon dont, à l'école publique, le cours de citoyenneté et de philosophie va se déployer entraînera inéluctablement un moment de contentieux judiciaire, qui sera l'occasion d'une réflexivité sociale, de retourner sur les pratiques. Nous sommes pour le moment dans une phase de crispation, pas dans une phase de dialogue. L'enjeu du maintien des cours de religion et du cours de citoyenneté est de passer d'une diversité imaginée à une diversité réellement mise en œuvre. Imaginer ce que seraient la liberté et la diversité sociale sans jamais donner la parole aux acteurs de cette société dans leur diversité et dans leurs convictions, c'est un leurre. »

Les limites dans le droit européen

« Les évolutions sont relativement convergentes en Europe : on se dirige vers une déconfectionnalisation et une entrée en dialogue. La Cour européenne des Droits de l'homme et le Conseil de l'Europe préconisent le pluralisme. Pour ce dernier, il n'y a aucun leitmotiv plus précis. La Cour reconnaît que chaque État est en recherche, et elle estime que la place des religions, du dialogue à l'école, est essentielle. Elle émet simplement

des balises : le droit au secret des convictions de l'enfant et sa vulnérabilité. Le droit belge laisse une certaine marge de liberté. Il y a un contrôle international. La Cour mesure aussi le taux de pluralisme d'une société. Un État qui organise un enseignement public et subventionne un enseignement privé n'est pas jugé de la même façon qu'un État qui n'organiserait qu'un enseignement public. Il y a donc une grande diversité, il y a partout un effort d'imagination à faire, des expériences à mener, tout en respectant les balises du droit européen. » ■

1. Il est également président de l'Institut de recherche pluridisciplinaire RSCS (Religions, spiritualités, cultures, sociétés) et membre du bureau du Centre interdisciplinaire d'étude de l'islam dans le monde contemporain (CISMOC).

Trois questions à Louis-Léon CHRISTIANS

Le modèle belge pluraliste devient-il impraticable ?

LLC : Certains disent que si on devait prendre en compte tous les groupes de 10 000 personnes, il faudrait vingt cours de religion différents ! Le pluralisme est devenu impraticable, parce qu'il est devenu trop fin. Le reproche qui a été fait au pluralisme belge, c'était sa pilarisation, que chacun était captif de sa conviction et de son univers. L'enjeu essentiel du dialogue, c'est précisément d'avoir un pluralisme non pilarisé, qui est aussi un thème de l'enseignement catholique : le pluralisme situé.

Les enseignants qui abordent la diversité en classe s'exposent-ils à des risques au niveau juridique ?

LLC : C'est délicat. Je suis surpris de voir qu'on peut créer du contentieux, comme en Norvège. Les élèves d'une classe allaient visiter une synagogue, puis une mosquée, mais des parents n'étaient pas d'accord. La Norvège a été condamnée. Elle avait argumenté que les parents pouvaient refuser que leur enfant participe à ces visites. La Cour a répondu que du coup, leur portrait-robot apparaissait ! L'Europe laisse de la liberté, on peut tester des choses, mais il y a des limites sur des droits individuels. Il faut vivre la diversité, mais pas en identifiant dans la classe qui est le petit musulman, le petit juif ou le petit catholique. On doit pouvoir parler de différentes religions ou convictions sans identifier les enfants.

Faut-il imposer d'autres règles en la matière ?

LLC : Le droit européen n'a jamais reconnu un droit individuel à la diversité des cours de religion à l'école. Ce qu'il ne faut pas faire, pour la Cour européenne des Droits de l'homme, c'est atteindre le niveau d'endoctrinement. Le nouveau cours de citoyenneté devra passer ce test. Concernant ce cours, il n'y a, dans le référentiel du primaire, aucune référence aux religions. Un fossé est en train de se creuser. Si l'idée est que le cours de citoyenneté parle de tout sauf de religions, et que celles-ci sont laissées au cours de religion, il manque une pièce au puzzle ! **BG**

Projet

Prévenir le harcèlement pour un meilleur vivre ensemble

Élise BOUCHELET et Conrad van de WERVE

Le projet « **Écoute'Émoi** » a été mis en place il y a un an à l'Institut de la Providence à Wavre¹. Depuis, le climat général de l'école s'est considérablement amélioré. Formée au phénomène de harcèlement et au processus « *No blame* », soit pas de punition pour le harceleur, l'équipe composée d'une vingtaine de professeurs et d'éducateurs a multiplié des activités de prévention, tant auprès des élèves que des parents et de l'équipe éducative.

Une procédure qui fait ses preuves

« *Dix demandes d'intervention sont parvenues au groupe d'entraide, lesquelles ont été traitées avec des effets très bénéfiques*, explique **Nathalie TOTIN**, professeur et membre d'« Écoute'Émoi ». *Grâce aux jeux de rôles, nous parvenons à sensibiliser élèves et professeurs à la problématique de harcèlement et à cette procédure de « non-sanction ». Avec elle, c'est la dynamique de la classe que nous parvenons à changer.* »

Une implication essentielle des enseignants et des éducateurs

Le groupe, formé sur base volontaire, a d'emblée perçu l'utilité de l'initiative du projet, soutenu totalement par la direction qui veille à sa bonne représentativité. Chacun de ses membres a à cœur de s'investir, souvent en dehors des heures scolaires : « *Chacun s'implique, parce qu'il sait que c'est important et que cela porte ses fruits.* » ■

¹ Cf. *entrées libres* n°107, mars 2016, p. 10

Et vous ?

Comment vivez-vous l'école du « bien commun » ?
Comment la percevez-vous ? Nous vous donnons la parole.

Béatrice FLORENCE, enseignante à l'HENaLLux, département pédagogique de Malonne :

« Je suis venue ici en tant que citoyenne d'abord, maman ensuite, et en tant qu'enseignante en matière de diversité culturelle. Les tensions dans mon cours sont parfois très vives, surtout dans le contexte actuel. Il faut pouvoir apporter des réponses nuancées. L'école a un rôle d'éducation au respect de tous, quelle que soit son origine ; elle doit être un lieu de mixité sociale où on accepte chacun, tant dans le rang des élèves que du côté des enseignants. Le dialogue doit avoir une place dans les classes, on doit pouvoir s'ouvrir à l'autre, sortir un peu de ce qu'on entend à la maison ou sur les réseaux sociaux, et essayer de se remettre en débat au sein de la classe. »

Christian SCHANDELER, conseiller pédagogique pour le diocèse de Namur-Luxembourg (secondaire) :

« On travaille beaucoup sur le thème du vivre ensemble à l'école. Comment mettre en place une autorité bienveillante au niveau du cadre éducatif ? On se rend bien compte que les enseignants sont de plus en plus en difficulté. L'école a un rôle éducatif. Beaucoup d'enseignants ont tendance à vouloir le déléguer uniquement aux éducateurs, mais il est indispensable de pouvoir mettre en place un cadre qui permette les apprentissages. Le rôle de l'école est d'autant plus fort aujourd'hui que les normes qui existent dans les familles ne sont plus toujours les mêmes. »

Ghislain VAESSEN, membre du PO du Collège Notre-Dame de Gemmenich :

« Ce sont des questions qu'on se pose sans doute plus au niveau d'une direction d'un collège ou des professeurs que du PO, mais c'est tout de même intéressant de nous tenir au courant des problèmes rencontrés. Le rôle de l'école est important en matière de vivre ensemble. Dans l'intervention des différents orateurs, on a bien compris qu'elle ne peut pas tout, mais est certainement partie prenante pour pas mal de choses, sur ce que peut être la vie en communauté et, pourquoi pas, sur la recherche de soi-même. » ■ BG

Outil

« Je », « Tu », « Nous » : amorcer le dialogue à partir des affiches de pastorale scolaire

Élise BOUCHELET, avec Conrad van de WERVE

La Commission interdiocésaine de la pastorale scolaire (CIPS) a dévoilé sa nouvelle campagne d'affiches pour 2016-2017, à l'occasion de l'Université d'été¹.
Thème de cette année :
le bien commun.

Traces

Les traces de cette 12^e Université d'été sont disponibles sur <http://enseignement.catholique.be> > Traces Université d'été

Vous y trouverez des retranscriptions de conférences, des captations vidéo, ainsi que des interviews.

« Déclinées avec une même interpellation : « Et toi ? », la série d'affiches vise à interroger le lien entre l'attention à l'autre, la qualité des relations interpersonnelles et la dimension collective, explique **Anne-Catherine MARICHAL**, du Service diocésain de Liège et membre de la CIPS. On va donc réfléchir à : « comment je rentre en communication avec l'autre », « qu'est-ce que pour moi une relation »... On va progressivement aller du « Je » vers le « Tu », vers le « Nous », et réfléchir à la manière dont on peut construire ensemble et pérenniser une relation. »

Dans le contexte particulier de la mise en place du référentiel d'Éducation à la philosophie et à la citoyenneté (EPC), l'équipe de Pastorale scolaire revient au sens premier de ce qui la définit, à savoir être un support de réflexion globale du vivre ensemble dans l'école. « De manière concrète, reprend A.-C. MARICHAL, on invite les enseignants à se rendre sur le site de l'animation pastorale² et d'y prendre, s'ils le souhaitent, les pistes qui ont déjà été réfléchies. Y figurent également des réflexions de textes d'auteurs, des réflexions par rapport à des animations à faire en classe et pouvant déboucher sur d'autres questionnements, et pourquoi pas, pour nourrir des journées pédagogiques avec des enseignants. »

Réalisées par une élève de 5^e secondaire en infographie à l'Institut Saint-Luc de Bruxelles, les affiches se veulent simples et efficaces : des doigts, sur lesquels ont été dessinées des émoticônes pour susciter la parole et faire naître le dialogue. ■



1. Tout comme l'Institut de la Providence à Wavre (cf. p. 7), la CIPS participait à l'expo « Un singulier parcours pluriel ».

2. <http://enseignement.catholique.be> > Services du SeGEC > Pastorale scolaire